



**Doc. 14890**  
20 mai 2019

## Méfiance à l'égard des vaccins: un enjeu majeur de santé publique

### Proposition de résolution

déposée par la Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

---

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

---

La vaccination s'apparente à un geste simple et demeure à ce jour la méthode la plus sûre et efficace pour se protéger de nombreuses maladies infectieuses. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), elle permet d'éviter 2 à 3 millions de décès par an. Cependant, en Europe et ailleurs, on fait face, depuis quelques années, à une recrudescence de maladies évitables par la vaccination telles que la rougeole. En effet, dans la région européenne de l'OMS, le nombre total de personnes infectées par le virus de la rougeole en 2018 était le plus élevé de la décennie.

Cette tendance inquiétante s'explique notamment par une montée du mouvement anti-vaccination en Europe, alimentée par les médias sociaux et des populistes anticonformistes qui sèment la peur et le rejet de la vaccination. Il s'agit d'un problème majeur de santé publique qui met la vie des millions de personnes en danger. L'OMS a classé la méfiance à l'égard des vaccins comme l'un des «dix ennemis que [l'organisation] devrait affronter en 2019».

Les États membres du Conseil de l'Europe organisent chacun leur calendrier vaccinal en distinguant d'une part ce qui relève de l'obligation et d'autre part de la recommandation. La recrudescence de certaines maladies a amené certains États membres à étendre leurs obligations vaccinales. Ces mesures risquent de relancer le débat autour de l'obligation vaccinale et des droits fondamentaux.

L'Assemblée parlementaire devrait demander aux États membres de coopérer dans la lutte pour la prévention des maladies, d'améliorer la couverture vaccinale en prenant en compte les recommandations de l'OMS en faveur de la vaccination systématique tout en combattant la méfiance à l'égard des vaccins à travers des activités de sensibilisation et des mesures éducatives à l'attention des citoyens.

